

JAPON

L'expansion économique – la plus longue que le Japon ait connue depuis la guerre – se poursuit en dépit d'une légère décélération du rythme de croissance depuis le début de 2007. Un nouveau raffermissement du marché de l'emploi devrait inverser la baisse des salaires, ce qui contribuerait à soutenir la croissance de la production entre 1½ et 2 % en 2008-2009 et à une évolution positive de l'inflation.

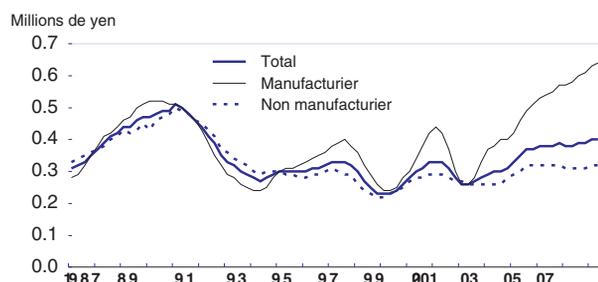
La Banque du Japon ne devrait plus relever son taux directeur à court terme tant que l'inflation ne sera pas devenue nettement positive et que le risque d'un retour de la déflation n'aura pas été pratiquement écarté. Il est indispensable d'atteindre l'objectif d'un excédent du budget primaire à l'horizon de l'exercice 2011, premier pas dans la voie d'une réduction de la dette en proportion du PIB. Cela suppose des compressions de dépenses et une réforme de l'ensemble de la fiscalité. Des réformes structurelles doivent être mises en œuvre pour stimuler la productivité, notamment dans le secteur des services, ce qui pourrait contribuer à préserver le niveau de vie en compensant la diminution de plus en plus rapide de la population en âge de travailler.

L'expansion s'est ralentie en 2007 mais elle reste bien orientée, avec les exportations comme principal moteur

Après une baisse de la production au deuxième trimestre de 2007, la reprise des exportations et des investissements des entreprises entamée au troisième trimestre soutient l'expansion. La croissance des exportations s'est accélérée car les économies émergentes, en Asie notamment, ont largement compensé le tassement de la demande en provenance des États-Unis. Les investissements des entreprises ont également redémarré après un recul enregistré au premier semestre de 2007 en raison, en partie, de problèmes statistiques. Cependant, cette croissance inégale traduisait aussi une polarisation croissante entre un secteur manufacturier puissant, qui a bénéficié de l'expansion vigoureuse des exportations, et un secteur non manufacturier relativement faible, où la formation de capital est très limitée. De fait, les bénéfices sont restés stationnaires dans ce secteur depuis le milieu de 2004, alors qu'ils ont progressé de 31 % dans les

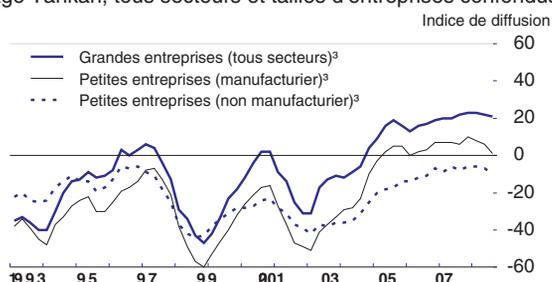
Japon

Les profits et les dépenses



Les conditions de diffusion

Sondage Tankan, tous secteurs et tailles d'entreprises confondues



- Profits par tête, définis comme les profits des entreprises divisés par le nombre d'employés. Moyenne mobile sur 4 trimestres.
- Indice de diffusion des conditions dans l'industrie "favorables" moins "non favorables". Il y a une discontinuité entre le troisième et le quatrième trimestre 2003 due à des révisions de données.
- Les grandes entreprises possèdent plus d'un milliard de capital en yen, alors que les petites entreprises en possèdent entre 20 et 100 millions.

Source: Financial Statements Statistics of Corporations by Industry et Banque du Japon.

Japon : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2005	2006	2007	2008	2009
Emploi	0.4	0.4	0.4	-0.4	-0.5
Taux de chômage ¹	4.4	4.1	3.8	3.7	3.6
Rémunération des salariés	0.9	1.7	0.9	0.6	1.7
Coûts unitaires de main-d'œuvre	-1.0	-0.4	-1.0	-0.9	-0.2
Revenu disponible des ménages	0.2	1.3	0.6	0.9	1.6
Déflateur du PIB	-1.3	-0.9	-0.5	-0.3	0.3
Indice des prix de consommation ²	-0.6	0.2	0.0	0.3	0.4
IPC sous-jacent ³	-0.4	-0.4	-0.2	-0.1	0.3
Déflateur de la consommation privée	-0.8	-0.3	-0.5	0.1	0.3

1. En pourcentage de la population active.

2. Calculé s comme la somme des indices trimestriels corrigé s des variations saisonnières pour chaque année. Dans les statistiques officielles japonaises, les taux de croissance annuels sont calculé s à partir de séries non-dé saisonnalis ées, ce qui donne une valeur de -0.3% en 2005 et 0.3% en 2006.

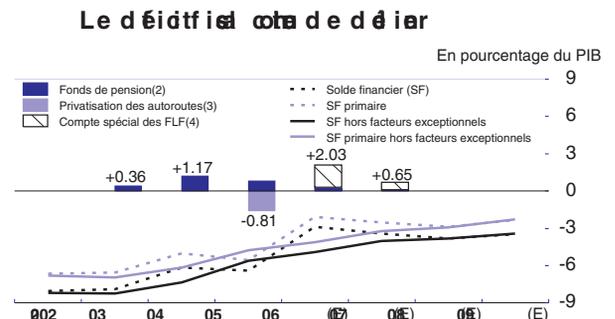
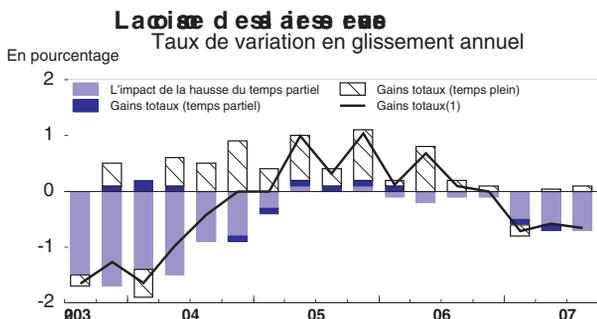
3. Indice global hors alimentation et énergie.

Source : Base de donn ées des Perspectives é conomiques de l'OCDE, n° 82.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/164566431861>

industries manufacturières. La faiblesse des gains de productivité enregistrés dans le secteur non manufacturier, où sont concentrées 90 % des petites et moyennes entreprises (PME), contribue aussi à expliquer la disparité croissante des indices de confiance et des taux d'investissement entre les grandes entreprises et les PME. Une baisse de 0.6 % du niveau de salaire moyen au cours des trois premiers trimestres de 2007, imputable à des reculs importants dans le secteur des PME, limite la progression des revenus et la croissance de la consommation privée. Tout comme la construction de logements, les dépenses de consommation subiront aussi le contrecoup de la contraction de 37 % des mises en chantier de logements (en glissement annuel) au troisième trimestre de 2007 consécutive à la révision de la loi sur les normes de construction. En définitive, la longue

Japon



1. Gains totaux de tous travailleurs, primes comprises.

2. Transfert de la partie basique des fonds de pension d'entreprise vers le gouvernement (Daiko Henjo).

3. Transfert de la dette des entreprises de l'autoroute, qui étaient privatisées, vers l'Agence "Expressway Holding and Debt Repayment".

4. Transfert des fonds de réserve du "Fiscal Loan Fund Special Account" vers le gouvernement central pour réduire sa dette.

Source : Ministère de la Santé, du Travail et de la Protection Sociale, Cabinet Office, Ministère des Finances, calculs de l'OCDE.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/166535812335>

Japon : Indicateurs financiers

	2005	2006	2007	2008	2009
Taux d'épargne des ménages ¹	3.0	3.7	3.2	3.0	3.0
Solde financier des administrations publiques ²	-6.4	-2.9	-3.4	-3.8	-3.4
Balance des opérations courantes ²	3.7	3.9	4.7	4.8	5.2
Taux d'intérêt à court terme ³	0.0	0.2	0.7	0.6	0.9
Taux d'intérêt à long terme ⁴	1.4	1.7	1.7	1.9	2.4

1. En pourcentage du revenu disponible.

2. En pourcentage du PIB.

3. Certificats de dépôt de 3 mois.

4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 82.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/164680472513>

expansion, soutenue principalement par les exportations et les investissements des grandes entreprises, ne s'est pas étendue totalement au secteur des ménages et à celui des PME.

Face à la baisse persistante des prix à la consommation et des salaires...

En dépit de la poursuite de l'expansion et de la faiblesse générale du yen, les prix sont orientés à la baisse. Aussi bien le taux d'inflation global que l'indice officiel des prix à la consommation (qui n'exclut que les produits alimentaires frais), en hausse en 2006, ont baissé au cours de chacun des trois premiers trimestres de 2007 (en glissement annuel). En outre, l'indice tendanciel des prix à la consommation tel que défini par l'OCDE, dont sont exclus les produits alimentaires et l'énergie, a continué de reculer, comme il le fait chaque trimestre depuis 1998. En revanche, l'indice des prix

Japon : Demande et production

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	Prix courants mille milliards de ¥	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	284.4	1.6	0.9	1.6	1.1	1.3
Consommation publique	89.5	1.7	0.4	1.0	1.9	1.4
Formation brute de capital fixe	113.2	2.4	3.3	-0.8	-0.3	1.8
Secteur public ¹	25.2	-6.2	-7.4	-6.1	-4.9	-4.4
Secteur privé : résidentiel	18.4	-1.3	1.0	-7.3	-7.6	4.9
Secteur privé : autres	69.6	6.6	7.4	2.2	2.4	2.8
Demande intérieure finale	487.1	1.8	1.3	0.9	0.9	1.4
Variation des stocks ²	1.6	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Demande intérieure totale	488.7	1.7	1.4	0.9	0.9	1.4
Exportations de biens et services	66.3	7.0	9.6	8.1	7.8	7.2
Importations de biens et services	56.7	5.8	4.5	2.0	4.5	5.5
Exportations nettes ²	9.6	0.3	0.8	1.0	0.7	0.4
PIB aux prix du marché	498.3	1.9	2.2	1.9	1.6	1.8

Note : Les comptes nationaux sont basés sur des indices officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Y compris les entreprises publiques.

2. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 82.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/164721742888>

Japon : Indicateurs extérieurs

	2005	2006	2007	2008	2009
Milliards de \$					
Exportations de biens et services	652.8	702.6	773.6	894	967
Importations de biens et services	589.4	648.1	698.0	806	861
Balance commerciale	63.3	54.5	75.6	88	106
Solde des invisibles	103.0	116.8	130.6	141	149
Balance des opérations courantes	166.3	171.3	206.2	229	254
Pourcentages de variation					
Exportations de biens et services en volume	7.0	9.6	8.1	7.8	7.2
Importations de biens et services en volume	5.8	4.5	2.0	4.5	5.5
Résultats d'exportation ¹	- 0.6	0.8	1.6	- 0.4	- 1.7
Termes de l'échange	- 6.4	- 6.6	- 3.5	- 3.0	- 0.4

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 82.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/164755538533>

interentreprises (reflétant les prix des biens échangés entre entreprises) augmente régulièrement, en raison notamment du renchérissement de l'énergie et des matières premières. La conjonction d'une augmentation des prix des produits intermédiaires et d'une diminution des prix à la consommation pèse sur les bénéfices des entreprises, notamment dans le secteur non manufacturier, exerçant ainsi des pressions à la baisse sur les salaires malgré le raffermissement du marché de l'emploi. En effet, le taux de chômage est tombé à son plus bas niveau depuis 1998, et les offres d'emploi sont supérieures aux demandes d'emploi. D'autres facteurs structurels freinent aussi la croissance des salaires. D'une part, l'accroissement de la proportion de travailleurs à temps partiel moins bien rémunérés réduit le niveau de salaire moyen. De l'autre, le départ massif en retraite de la génération issue du baby-boom se traduit par le remplacement de travailleurs à haut salaire par des travailleurs plus jeunes, dont le salaire est plus bas. Sous l'effet de la baisse persistante des salaires nominaux, la part du travail dans le revenu global est tombée à son plus bas niveau depuis 1990.

... la Banque du Japon n'a pas modifié son taux directeur

Face au recul persistant des prix à la consommation et aux remous des marchés financiers internationaux, la Banque du Japon n'a pas modifié son taux directeur, qui se situe à 0.5 % depuis février 2007. Bien que les marchés financiers soient restés stables au Japon, la banque centrale s'inquiète des conséquences que pourraient avoir les turbulences des marchés financiers mondiaux sur la croissance des exportations japonaises. Parallèlement, l'indice national des prix des terrains a finalement augmenté en 2007, d'un petit 0.4 %, pour la première fois depuis 16 ans. Cependant, comme cet indice est encore inférieur à la moitié du sommet atteint en 1991, la crainte de l'apparition d'une bulle foncière semble prématurée. Étant donné qu'il importe de créer un rempart suffisant contre la déflation en laissant l'inflation augmenter jusqu'à ce qu'elle soit nettement positive, les prévisions de l'OCDE supposent que le taux directeur à court terme va rester inchangé jusqu'en 2009.

De nouvelles mesures sont nécessaires pour atteindre les objectifs budgétaires

La politique budgétaire devrait avoir une incidence restrictive en 2007, le déficit corrigé des fluctuations conjoncturelles tombant de 4.75 % du PIB en 2006 (abstraction faite des facteurs non récurrents) à 4 % en 2007. Cette contraction tient principalement à l'expiration de la réduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, à la vigueur des recettes tirées de l'impôt sur les sociétés, au relèvement des cotisations de retraite et à de nouvelles réductions des investissements publics. La diminution du déficit ne devrait plus être que d'environ 0.25 % du PIB en 2008 et en 2009 (abstraction faite des facteurs non récurrents) si les politiques restent inchangées. Le gouvernement a réaffirmé sa volonté de parvenir à un budget primaire excédentaire pour l'ensemble des administrations publiques, centrales et locales d'ici l'exercice 2011, l'objectif étant de réduire la dette en proportion du PIB au milieu des années 2010. De nouvelles mesures devront être prises pour réduire les dépenses et accroître les recettes afin de dégager un excédent du budget primaire suffisamment important pour faire baisser le ratio d'endettement public.

La croissance économique semble devoir se maintenir aux alentours de 1.75 % jusqu'en 2009

L'activité économique devrait continuer de progresser à un taux annuel compris entre 1.5 et 2 % jusqu'en 2009. En raison d'un fort recul des mises en chantier de logements et de la chute que les salaires ont connue en 2007, la croissance de la production devrait être relativement faible au premier semestre 2008. La progression salariale devrait reprendre en 2008, et soutenir ainsi la consommation privée, à mesure que disparaîtront les facteurs structurels qui pèsent sur les rémunérations. En particulier, la proportion de travailleurs non réguliers (essentiellement à temps partiel) va sans doute cesser de s'accroître vu son niveau très élevé. Elle représente déjà 33 % de l'emploi total, pourcentage le plus élevé de la zone OCDE. En outre, le nombre de *baby-boomers* atteignant l'âge de la retraite cessera d'augmenter au début de 2008. En dépit de la faiblesse du secteur non manufacturier, l'investissement des entreprises devrait se redresser compte tenu de la fermeté des bénéfices, de la solidité de la confiance et du niveau élevé d'utilisation des capacités. En raison de la reprise attendue de la demande sur les marchés d'exportation du Japon, la croissance des exportations devrait rester ferme. Au second semestre 2008, grâce à une croissance plus affirmée liée à la fin du déclin des investissements immobiliers et à la reprise salariale, l'inflation devrait devenir nettement positive, mais se maintenir probablement entre 0 et 0.5 % jusqu'à la fin de 2009.

Des incertitudes dues à des facteurs externes et internes exposent les prévisions

Les prévisions sont exposées à un certain nombre d'incertitudes, telles qu'un recul de la demande extérieure ou une appréciation soudaine et marquée du yen sous l'effet de l'augmentation de l'excédent de balance courante, qui dépasserait 5 % du PIB en 2009. Sur le plan intérieur, le principal risque est celui d'une hausse plus tardive que prévu de la croissance des salaires. Par ailleurs, la durée de l'impact du déclin des mises en chantier de logements sur l'investissement immobilier est elle aussi incertaine. Enfin, un relèvement prématuré du taux d'intérêt par la banque centrale aurait un effet négatif sur la demande intérieure.

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE

N° 81, juin 2007

Tirer le meilleur parti de la mondialisation

Consolidation budgétaire : les leçons de l'expérience

N° 80, décembre 2006

Les ménages sont-ils plus vulnérables du fait de leur endettement croissant ?

N° 79, juin 2006

Les pressions budgétaires à prévoir pour les dépenses relatives aux soins de santé et aux soins de longue durée

N° 78, décembre 2006

Le rôle des fondamentaux dans l'évolution récente des prix des logements

N° 77, juin 2005

Mesurer et évaluer l'inflation sous-jacente

N° 76, décembre 2004

Évolution des prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques

Comportement d'épargne et efficacité de la politique budgétaire

N° 75, juin 2004

Marchés du logement, patrimoine et cycle économique

Les enjeux de la réduction du déficit de la balance courante des États-Unis

Cycle des prix actifs, facteurs exceptionnels et soldes budgétaires

Renforcer la convergence des revenus en Europe centrale après les adhésions à l'Union européenne

N° 74, décembre 2003

Cyclicité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires

Relations financières entre l'État et les collectivités territoriales

Dépenses publiques : améliorer le rapport coûts-résultats

N° 73, juin 2003

Après la bulle des télécommunications

Politiques structurelles et croissance

Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE

Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE

Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial : gérer les risques	7
Chapitre 1. Évaluation générale de la situation macroéconomique	11
Vue d'ensemble	12
Évolutions récentes	14
Les forces à l'œuvre et les risques	26
Perspectives de croissance	48
Enjeux de politique macroéconomique	55
Appendice 1.A1. Évaluation des prévisions de croissance de l'OCDE pour les économies du G7 ...	68
Chapitre 2. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE et dans certaines économies non membres ..	73
États-Unis	74
Japon	79
Zone euro	84
Allemagne	89
France	94
Italie	99
Royaume-Uni	104
Canada	109
Australie	114
Autriche	117
Belgique	120
Corée	123
Danemark	126
Espagne	129
Finlande	132
Grèce	135
Hongrie	138
Irlande	141
Islande	144
Luxembourg	147
Mexique	150
Norvège	153
Nouvelle-Zélande	156
Pays-Bas	160
Pologne	163
Portugal	166
République slovaque	169
République tchèque	172
Suède	175
Suisse	178
Turquie	181
Brésil	184
Chine	188
Inde	192
Fédération de Russie	196
Chapitre 3. Épargne et investissement des entreprises : évolutions récentes et perspectives	201
Introduction et synthèse des principaux résultats	202
Les déterminants de l'augmentation de la capacité de financement globale des entreprises de la zone OCDE	208
Les déterminants des différences entre pays	213
L'évolution future de la capacité de financement des entreprises et ses implications	221
Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE ...	227
Annexe statistique	229
Classification des pays	230
Mode de pondération pour les données agrégées	230
Taux de conversion irrévocable de l'euro	230
Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour	231
Tableaux annexes	233

Encadrés

1.1. Chronologie des turbulences sur les marchés de capitaux	15
1.2. Influence de l'Inde sur l'économie mondiale comparée à celle de la Chine	23
1.3. Prévisions des investissements dans le logement	32
1.4. Quels sont les déterminants des prix des denrées alimentaires?	41
1.5. Fonds d'investissement souverains	46
1.6. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions	51
1.7. Évaluer le NAIRU	57
3.1. L'épargne des entreprises et la balance des opérations courantes en Chine	205
3.2. Relations entre la capacité de financement des entreprises et les autres secteurs	221

Tableaux

1.1. La croissance devrait un peu ralentir	12
1.2. Les prix réels du logement sont élevés	18
1.3. Les prix réels du logement sont élevés	25
1.4. L'évolution des salaires reste modérée	26
1.5. L'effet d'une augmentation du prix du pétrole de \$10 le baril	39
1.6. Perspective de croissance à court terme	48
1.7. La demande se rééquilibre	52
1.8. Le commerce mondial soutient la croissance et les déséquilibres extérieurs restent importants ..	53
1.9. La consolidation budgétaire ne progresse pas	66
1.10. Erreurs de projection pour le G7 dans les <i>Perspectives économiques</i> , 1991-2006	71
3.1. Contributions à l'augmentation de la capacité de financement des entreprises dans la zone OCDE, sur la période 2001-05	204
3.2. Effet des variations des prix relatifs des biens d'équipement sur les taux d'investissement ...	212
3.3. Distribution de dividendes	218

Graphiques

1.1. Les turbulences financières se sont calmées mais seulement en partie	17
1.2. L'investissement réel en logement ralentit dans la plupart des pays	18
1.3. L'amélioration sur les marchés des logements a été fortement corrélée entre les pays	20
1.4. Le prix des matières premières est en hausse	21
1.5. La croissance se maintient jusqu'à maintenant	21
1.6. Différentes mesures du risque	28
1.7. Les banques durcissent les conditions d'octroi des crédits	29
1.8. L'investissement en logement est au plus haut des dix dernières années pour beaucoup de pays ..	31
1.9. L'augmentation de la demande de pétrole brut depuis 1995 est tirée par les pays non OCDE.	37
1.10. Les pétrodollars sont dépensés plus vite	37
1.11. Taux de change effectif	42
1.12. Accumulation estimée de réserve (en excluant l'or)	44
1.13. La confiance est relativement faible	49
1.14. L'orientation des taux directeurs a commencé à diverger	56
1.15. Les écarts de chômage rétrécissent	56
1.16. Mesures de l'inflation globale et sous-jacente	60
1.17. Les soldes budgétaires se sont améliorés entre 2003 et 2007	62
1.18. L'amélioration des recettes courantes vient principalement de l'impôt sur les sociétés	63
1.19. Projections des <i>Perspectives économiques</i> et croissance du PIB observé	70
3.1. Capacité de financement des entreprises de la zone OCDE	202

3.2. Évolution de la capacité de financement : une perspective globale	203
3.3. Capacité de financement des entreprises	207
3.4. Capacité de financement des entreprises financières et non financières dans la zone OCDE	209
3.5. Formation brute de capital fixe et investissement direct à l'étranger	213
3.6. Principaux concepts utilisés pour décrire les comptes du secteur des entreprises	214
3.7. Composition de la variation de l'épargne brute des entreprises (2001-05)	215
3.8. Contribution des effets intra- et intersectoriels à la variation de l'excédent brut d'exploitation (2001-2004)	216
3.9. Contribution des secteurs à la variation de l'excédent brut d'exploitation (2001-04)	217
3.10. Principaux flux financiers des entreprises non financières	220



Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mb/j	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		

Résumé des prévisions

	2007	2008	2009	2009										Quatrième trimestre		
				2007	2008		2009					2009				
				T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2007	2008	2009	
Pourcentage																
Croissance du PIB en volume																
États-Unis	2.2	2.0	2.2	1.3	1.1	1.5	1.8	1.9	2.2	2.5	2.7	2.8	2.6	1.6	2.5	
Japon	1.9	1.6	1.8	1.7	1.5	1.6	1.7	1.8	1.8	1.9	1.9	1.9	1.3	1.7	1.9	
Zone euro	2.6	1.9	2.0	1.7	1.8	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.2	1.9	2.0	
OCDE total	2.7	2.3	2.4	2.0	1.9	2.0	2.2	2.3	2.5	2.6	2.7	2.7	2.6	2.1	2.6	
Inflation																
États-Unis	2.6	2.1	2.0	2.4	2.5	2.0	1.9	1.9	2.1	1.9	1.9	2.0	2.5	2.1	2.0	
Japon	-0.5	-0.3	0.3	-1.0	-0.2	0.1	0.1	0.3	0.3	0.4	0.5	0.5	-0.8	0.1	0.4	
Zone euro	2.2	2.2	2.3	2.3	2.3	2.2	2.2	2.2	2.3	2.3	2.3	2.3	2.4	2.2	2.3	
OCDE total	2.3	2.1	2.1	2.3	2.3	2.1	2.1	2.0	2.1	2.0	2.0	2.1	2.4	2.1	2.1	
Taux de chômage¹																
États-Unis	4.6	5.0	5.0	4.8	4.8	4.9	5.0	5.1	5.1	5.0	5.0	4.9	4.8	5.1	4.9	
Japon	3.8	3.7	3.6	3.8	3.8	3.8	3.7	3.7	3.7	3.6	3.5	3.5	3.8	3.7	3.5	
Zone euro	6.8	6.4	6.4	6.5	6.5	6.5	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.5	6.4	6.4	
OCDE total	5.4	5.4	5.3	5.4	5.4	5.4	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.2	5.4	5.3	5.2	
Croissance du commerce mondial																
	7.0	8.1	8.1	8.2	8.0	8.0	8.0	8.0	8.1	8.2	8.2	8.2	7.7	8.0	8.2	
Balance courante²																
États-Unis	-5.6	-5.4	-5.3													
Japon	4.7	4.8	5.2													
Zone euro	0.2	-0.1	-0.2													
OCDE total	-1.4	-1.4	-1.4													
Solde budgétaire structurel³																
États-Unis	-3.0	-3.4	-3.4													
Japon	-3.4	-3.9	-3.6													
Zone euro	-0.6	-0.6	-0.4													
OCDE total	-2.0	-2.2	-2.1													
Taux d'intérêt à court terme																
États-Unis	5.3	4.6	4.7	5.0	4.8	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.7	4.8				
Japon	0.7	0.6	0.9	0.8	0.7	0.6	0.6	0.6	0.7	0.8	0.9	1.2				
Zone euro	4.3	4.2	4.1	4.7	4.4	4.2	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1				

Note La croissance du PIB, l'inflation (croissance de l'indice implicite des prix du PIB) et la croissance du commerce mondial (moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales en volume) sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables et exprimées en taux annualisés. Les trois dernières colonnes (quatrième trimestre) sont en taux de croissance annuels s'il y a lieu et en niveaux ailleurs. Les taux d'intérêt sont : États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificat de dépôt à 3 mois ; zone euro : taux interbancaire à 3 mois.

Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

- les politiques budgétaires en vigueur ou annoncées restent inchangées ;

- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 12 novembre 2007 ; en particulier 1 dollar = 109,38 yen et 0,69 euros ;

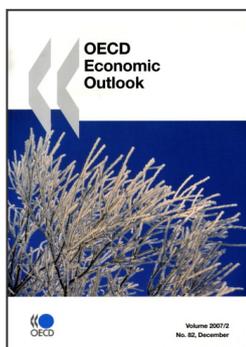
Les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 20 novembre 2007.

1. En pourcentage de la population active.

2. En pourcentage du PIB.

3. Solde financier des administrations publiques corrigé des variations cycliques, en pourcentage du PIB potentiel.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 82.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2007 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2007-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2007), « Japon », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2007 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2007-2-5-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.